



**L'ARMEE DES RESERVES DANS LA MONDIALISATION :
LA PARABOLE DE LA FEMME ITALIENNE DE LA CONSTITUTION
AU POST-FORDISME**

**THE ARMY OF RESERVES IN GLOBALIZATION:
THE PARABLE OF THE ITALIAN WOMAN OF THE POST-FORDISM
CONSTITUTION**

**O EXÉRCITO DE RESERVAS NA GLOBALIZAÇÃO:
A PARÁBOLA DA MULHER ITALIANA DA CONSTITUIÇÃO PÓS-
FORDISMO**

<i>Recebido em:</i>	24/10/2019
<i>Aprovado em:</i>	25/11/2019

Alessia Magliacane¹

¹ Possui graduação em Direito pela Università degli studi di Napoli Federico II (2004), mestrado em Sociologia - Mediazione e Gestione alternativa dei conflitti - pela Università degli Studi Suor Orsola Benincasa (2006), mestrado em Droit public comparé européen pela Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne (2007) e doutorado em Droit et Sciences Sociales pela Ecole des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris (2016). Foi Professora da Université Federico II (2005-2006), da Université de Paris Est - Créteil (2011-2013), bolsista Capes pela Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado do Rio Grande do Sul (FAPERGS) em qualidade de Pesquisadora estrangeira pela Universidade do Vale do Rio dos Sinos (2011), coordenadora do Seminário internacional permanente Ethique, Sciences et Droit, Centre Malher des études supérieures juridiques da Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (2010-2012). Atualmente é Pesquisadora associada do Centre Georg Simmel da Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris, Fundador da editora internacional Classi



Un triste indice en dit long sur la misère politique de notre époque : le faite de la prétendue émancipation des femmes coïncide parfaitement avec le consumérisme.

Nina POWER, *La femme unidimensionnelle*
[2010 : 7].

Si terrible et dégoûtante que paraisse dans le milieu actuel la dissolution des anciens liens de famille, la grande industrie, grâce au rôle décisif, qu'elle assigne aux femmes et aux enfants, en dehors du cercle domestique, dans des procès de production socialement organisés, n'en crée pas mon la nouvelle base économique sur laquelle s'élèvera

com sede em Florença e Paris (2015), Diretora da revista internacional de crítica política, cultural e do direito Sovrastrutture, Co-fundador e Secretário do Comitê pour la Vérité et Justice Ustica de Paris, Membro do Grupo das Relations internationales des ATTAC de Paris, do Centro de culturas jurídicas comparadas, internacionalização do direito e sistemas de justiça (CULTIS) da UFSM, do Grupo Internacional de Pesquisa sobre o Estado e a Constituição REPEC. Conferencista no Brasil e no exterior. Tem experiência na área de Direito, de Ciência política e de Filosofia, com ênfase em aspectos filosóficos da Revolução ao longo das épocas e lutas das Resistências européias nas épocas contemporâneas e atuais; Endereço eletrônico: alessiamagliacane@gmail.com



une forme supérieure de la famille et des relations entre les sexes.

Karl MARX, *Capital* [1963 : 994].

Dans cette esquisse historico-politico-constitutionnelle j'essayerai un portrait de la société italienne au cours des étapes du passage d'une vision constitutionnelle que dirais-je « embryonnaire » jusqu'à une conscience qui est rapidement précipitée dans un gouffre que beaucoup de chercheurs définissent comme post-constitutionnel et post-démocratique.

La première étape correspond aux premières années de vie de la Constitution républicaine, de la Résistance de 1944 à la constitution de la République et de l'unité politique de la nation datées de 1948, aux premiers pas de la reconstruction économique et sociale dans le contexte d'un monde bipolaire, jusqu'au tout début des années 1970.

La deuxième naît des transformations dites « postfordistes » (moitié années 1970) et « postmodernistes » (moitié années 1980).

Au cours de ces vagues imposantes de transformations sociales le rôle que « l'armée des réserves » des femmes a joué se révèle d'une importance majeure, tant pour la correcte compréhension des phases historiques que par rapport à la direction des évolutions sociales. Ce qui dans un pays comme l'Italie, caractérisée par un contexte constitutionnel parmi les plus avancés dans le monde occidental, et par une tradition juridique parmi les plus anciennes et mures au monde (dans laquelle droits humains, démocratie et droits sociaux fondamentaux se mêlent), nous permet d'aborder d'une manière approfondie et saisissante les enjeux globaux des phases à venir, marquées d'ores et déjà par une vision soit confusément « catastrophiste » soit naïvement « progressiste ».



L'après-guerre européen et le mythe de la croissance illimitée

La Constitution républicaine italienne fut approuvée le jour 2 juin 1948, après deux années de travaux effectués par une assemblée constituante élue le 2 juin 1946 en coïncidence avec le referendum sur la forme d'État de l'ancienne monarchie Savoie qui deviendra par la suite la République italienne. Les femmes ont pu exercer le droit de vote pour la première fois en Italie. La stricte majorité des sièges au sein de l'assemblée constituante fut emportée par les partis socialiste et communiste (219) par rapport à ceux obtenus par le parti de la Démocratie chrétienne (204).

La présidence était dans les mains de la DC, mais le comité de rédaction de la nouvelle constitution républicaine (l'option en faveur de la République l'avait remporté au referendum institutionnel, elle aussi de stricte mesure) était dans les mains du Parti communiste italien : la belle constitution est signée par Umberto Terracini, avocat, résistant, dirigeant renommé du PCI. Le parti réussit à imposer une vision de valeurs et principes d'inspiration démocratique, progressiste et à l'occasion socialiste (ex. quant à la fonction sociale de la propriété privée et de l'entreprise), mais la charte constitutionnelle fut notamment l'œuvre en débat des courants politico-culturels catholique, libérale et socialiste-communiste, cette dernière étant la force motrice de la Résistance et du premier gouvernement de libération, ne pouvant être dépassée en aucun cas². Au deuxième paragraphe de l'article 3 (de provenance marxiste), il est donc affirmé le principe d'égalité substantielle ou matérielle entre individus libres :

Il appartient à la République d'éliminer les obstacles d'ordre économique et social qui, en limitant de fait la liberté et l'égalité des citoyens, entravent le plein

² Pour une reconstruction de la transition constitutionnelle italienne, nous renvoyons aux sept volumes de notre recherche MAGLIACANE, Alessia. *Transition constitutionnelle et Résistance. Une étude comparée* (2016).



développement de la personne humaine et la participation effective de tous les travailleurs à l'organisation politique, économique et sociale du pays.

Mais surtout l'art. 4 reconnaît à tous les citoyens le droit au travail, le seul droit expressément inclus dans l'énoncé des principes fondamentaux de la Constitution, et confie à la République la tâche de promouvoir les conditions nécessaires à l'efficacité de ce droit en établissant, au deuxième paragraphe, le devoir de chaque citoyen d'exercer, en fonction de ses possibilités et de son choix, une activité ou une fonction contribuant au progrès matériel et spirituel de la société. Ainsi, au lieu d'être le sceau d'une transformation politique et sociale déjà avérée, c'est la conception composite d'une société future, qui doit encore être mise en œuvre, qui paradoxalement s'affirme dans la partie générale de la Constitution (avec la complicité d'une interprétation « modérée » fournie par la science juridique).³

Bref, c'est la nature « composite » de la constitution italienne, soulignée parmi d'autres illustres constitutionnalistes par Norberto Bobbio et Franco Pierandrei. Synthétiquement : « une Constitution fondée sur des idéaux libéraux, complétés par des idéaux socialistes, corrigés par des idéaux sociaux chrétiens »⁴.

Il faut préciser deux autres circonstances historiques et politiques qui eurent un impact majeur sur l'économie de la naissante république italienne au cœur d'une Europe partagée

³ Parmi les textes les plus marquants à ce sujet, faut-il mentionner du moins celui de BASSO, *Il principe senza scettro* (1958, 1998). Il ne faut pas oublier que la Cour constitutionnelle de la République ne fonctionna pas pendant dix ans, et donc son entrée 'en action' se colloqua dans un contexte peut-être amélioré mais sans doute déjà loin par rapport aux idéaux et aux principes constitutifs nés pendant la Résistance, la Libération, et l'immédiat après-guerre. La constitution-projet connut une brève saison de relance seulement vers la fin des années 1960 en relation avec les mouvements sociaux. La réforme de la santé publique, de l'assistance sociale, et du droit de la famille, sont le produit *et* des luttes et des revendications sociales (y compris celles annoncées par le mouvement féministe en tous ses états), *et* de l'application des principes fondamentaux de la Constitution.

⁴ BOBBIO – PIERANDREI. *Introduzione alla Costituzione* (1963, 1980: en particulier le chapitre, "Una costituzione composita").



en deux, et dont l'une des lignes de faille passait justement par la péninsule méditerranéenne.

La première est que le premier gouvernement italien post constitutionnel était un gouvernement marqué par la présence dominante des partis de gauche : à savoir le Parti communiste, le Parti socialiste, le Parti d'Action et d'autres formations politiques de petite taille électorale mais de forte influence culturelle. Et pourtant, cette influence déterminante était fortement contrebalancée par la présence de parlementaires et politiciens libéraux : on se souvient, en raison de son importance en tant qu'antifasciste, de Benedetto Croce, mais il faut mentionner aussi de nombreux économistes et intellectuels libéraux qui militèrent activement dans la Résistance et dans les rangs du même Parti d'Action. Le premier président de la République lui-même, Luigi Einaudi, était un économiste libéral réputé et respecté.

La seconde circonstance est que l'un des points essentiels du premier gouvernement unitaire, présidé par Ferruccio Parri (venant justement du Parti d'Action et avisé par d'autres actionnistes qui étaient en train de 'migrer' vers les partis socialiste et communiste), était la lutte contre la corruption, dans la mesure où il s'agissait non seulement d'une réhabilitation morale du pays, mais également politique et surtout économique. Le président Einaudi lui-même avait tenté de souder ce projet de « restructuration » politique avec une lutte politique et économique tout aussi importante, la lutte (s'agit-il donc d'une *lutte*, pas de simple confinement) contre l'inflation. En bref, l'inflation et la corruption étaient (mais on devrait dire qu'elles le sont toujours) des « maux » dégénératifs qui exigent un grand engagement politique pour être éradiqués de la société.⁵

En outre, la lutte contre l'inflation était considérée par Einaudi comme un fléau social, à l'occurrence bien plus grave que la corruption elle-même, justement en raison du caractère

⁵ On peut consulter le deuxième volume EINAUDI. *Selected Economic Essays. Volume 2* (2014).



« structural » de l'inflation, alors que la corruption revêtait un caractère plutôt événementiel, comme d'une pathologie à soigner. Mais cette priorité pourrait également être interprétée comme une sorte de compensation du côté libéral pour ce qui était perçu comme une lutte socialiste et égalitaire contre la corruption (qui par ailleurs avait été très fortement ressentie lors du *ventennio* fasciste et qui était l'une des bannières du gouvernement populaire et de gauche présidé par Parri). Il ne faut pas oublier non plus qu'à la lumière de nouveaux documents récemment dévoilés par le gouvernement britannique, certains chercheurs dans le domaine de l'histoire contemporaine ont abordé le sujet d'un grand « problème moral » (corruption généralisée) sous les différents gouvernements de Mussolini, et même d'une « *tangentopoli* noire ». ⁶

Ces sont de grandes batailles de « consolidation », économique aussi que politique. Celles-ci ont animé la très courte période entre le début de la Résistance en Europe en tant que

⁶ CEREGHINO – FASANELLA. *Tangentopoli nera* (2016).

Les deux instruments envisagés à fin de réduire la présence de la corruption au sein des appareils de l'État au lendemain de la Libération (1944-1945) étaient justement le remplacement d'anciens dirigeants publics par des hommes *et par de femmes* sortis des partis et de secteurs sociaux de gauche, ou *par de femmes* tout-court. Somme toute, les femmes élues à la Constituante venaient de toute couche sociale. Elles étaient des enseignantes (Lina Merlin, la première femme à être élue dans les rangs du Sénat italien, ou les catholiques Laura Bianchini, Maria Federici et Vittoria Titomanlio, ainsi que la fille aux émigrées en argentine Filomena Delli Castelli), des infirmières (Angiola Minella), et des filles du peuple (Nilde Iotti, qui deviendra la première femme à être nommée présidente de la chambre des députés, était fille à un cheminot et avait grandi dans la pauvreté absolue, ou encore Bianca Bianchi, fille orpheline d'un forgeron de campagne aux alentours de Florence, ou la célèbre épouse de Palmiro Togliatti, Rita Montagnana, qui était une 'simple' couturière issue d'une famille juive). Elles étaient aussi des ouvrières agricoles, telle Adele Bei (qui organisa l'assaut populaire aux boulangeries de Rome) ou la tunisienne Nadia Gallico Spano (condamnée à Vichy et devenue par la suite l'une des protagonistes des quatre journées de Naples). Mais elles étaient aussi des riches descendantes de familles « mieux nanties » : la catholique Maria Nicotra était fille de famille d'ancienne noblesse sicilienne, et la communiste Maria Maddalena Rossi était une chercheuse en chimie. Et, en conclusion de ce court aperçu, la parlementaire communiste Teresa Mattei (venant du *commando* qui avait tué à Florence le philosophe et ministre fasciste Giovanni Gentile) fut élue secrétaire de présidence de la Constituante : femme, commandante partisane, communiste, parlementaire, et constituante de haut niveau. Un vrai *empowerment* pour les femmes de l'époque, comme l'on dirait aujourd'hui !

Les recherches et les volumes consacrés à l'importance des femmes pour l'élaboration du texte et du contenu politique de la Constitution sont fort nombreux, dont par exemple POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013) ; GABRIELLI. *Il 1946, le donne, la Repubblica* (2009) ; MORELLI. *Le donne della costituente* (2007).



guerre de libération nationale (lancée fin 1942 pour la France avec la libération de la Corse, et automne 1943 pour l'Italie, avec deux dynamiques différentes pour le Nord et le Sud du Pays), et la « consolidation » constitutionnelle qui s'ensuivit.

Sur le plan de la reprise économique, les « batailles de civilisation » de la vie sociale et politique des nations détruites par les totalitarismes et par les guerres de libération nationale ont été également l'occasion pour reprendre des visions philosophiques du développement et de la concurrence des modèles, coopérative ou bien compétitive (que l'on pense notamment aux études de Marx sur Ricardo ou Mill) dans le contexte du grand cadre théorique keynésien. Ce dernier était à son tour nettement privilégié par le Fonds de l'Atlantique Nord (passant sous la dénomination bien connue de « Plan Marshall ») pour la reconstruction en Europe⁷ et il n'était pas contrasté par les politiques des pays du *bloc* socialiste (ou de l'Est).⁸

⁷ En effet, le complexe (également complexe au niveau économique) cadre théorique keynésien avait une légitimation plus pratique que théorique et philosophique, puisque l'outil keynésien servait le *New Deal* rooseveltien mais aussi la construction de l'État totalitaire fasciste ! Les gouvernements de Mussolini ont par exemple adopté le « multiplicateur » keynésien sur la base duquel lancer un projet institutionnel vaste et performatif, non seulement axé sur les travaux publics et l'emploi, mais ayant même créé de nouveaux organes paragouvernementales (tel que l'Istituto per la Riconversione Industriale, qui pendant 70 ans sera un acteur économique majeur... et une source majeure de corruption aussi !).

⁸ Contrairement à ce qu'on pourrait penser en raison de sa collocation « stratégique » au centre de la Méditerranée (et donc juste au milieu des lignes de faille Est / Ouest et Nord / Sud), l'Italie ne figurait pas parmi les pays du bloc de l'Ouest les plus favorisés par les aides financières des banques nord-américaines garanties par le gouvernement des EUA (c'est ledit Plan Marshall qui fonctionnait de la manière suivante : des aides privées garanties par le gouvernement). De plus, et justement en raison de sa collocation naturellement stratégique (tant économique pour les échanges des ressources que géopolitique pour les relations internationales), tolérée par les « occidentaux » aussi que par les « rouges », l'Italie se balançait donc entre l'influence politique du plus grand parti communiste d'Europe et le poids économique des entreprises anglaises et nord-américaines. La présence d'un parti communiste qui effleurait le 30% des votes aux élections (et d'un parti socialiste qui se balançait autour du 15%) favorisa les politiques de redistribution et l'instauration d'un *welfare* universel et général, alors que l'influence anti-communiste faisait peser entièrement son cadre de valeurs et de références, tant idéologiques que commerciales. Un cadre complexe et somme toute difficilement gérable dans la durée : que l'on pense seulement à la double figure de la femme italienne des années 1950, mère et ouvrière à la fois, épouse et salariée indépendante, dévote à la famille aussi qu'au syndicat. Un équilibre qui était surtout instable dans sa globalité, mais qui parvenait quand même à trouver un premier aboutissement de système unitaire dans le dualisme constitutif de la nation italienne. Un Nord riche, urbanisé et productif peuplé désormais d'émigrés (hommes et femmes et familles) travaillant dans



Dans cette complexe matrice politico-théorique entre le premier gouvernement de la Résistance (1944) et la Constitution (1948), Federico Caffè (résistant et collaborateur du gouvernement Parri pour le secteur de l'économie) a tenté de définir ce qui pourrait et devrait être le rôle de l'État dans l'économie. N'oublions pas que le texte de la Constitution républicaine fut discuté, élaboré et approuvé sur la base des projets constitutionnels qui avaient à leur tour été élaborés pendant la guerre de libération, tenant en compte les issues possibles de la guerre, et dans une négociation sans cesse avec les gouvernements soviétique, britannique et nord-américain.

En bref, la question (vraiment très importante et novatrice) que posait Caffè ne faisait pas seulement référence au rôle *de l'État* dans l'économie, mais plutôt au rôle (ou plutôt la place, l'espace) *de l'économie* dans une nouvelle société et aux possibilités de manœuvre *sur* celle-là. Un État postfasciste, à savoir : qui a de fait hérité les cendres du totalitarisme et de la guerre d'expansion menée par le gouvernement national-socialiste allemand, portant sur ses épaules le poids lourd du terrible exemple fasciste de l'interventionnisme de l'État dans l'économie et des doctrines de l'organisation et du dirigisme public.

La question n'était donc pas si simple. Et certes, la lutte contre l'inflation et la corruption, si importante dans la perception populaire et les programmes des partis, était un axe qui ne pouvait guère coexister avec la vision d'un État interventionniste qui serait naturellement équipé pour commencer rapidement la reconstruction et pour poursuivre une modernisation nécessaire, précisément des entreprises publiques (qui sont toujours un 'berceau' de la corruption) et d'une bureaucratie raisonnablement susceptible d'être

les usines et 'important' des modalités économiques de gestion qui restaient toujours arriérées ; et un Sud riche de ressources (de tout type, humaines ainsi que de la terre, culturelles et politiques) dont exporter les fruits vers le Nord, en échange d'une redistribution de produits et de services. Pour certaines de ces dynamiques voir CARLO. *Il Leviatano morente* (1986). Pour une lecture 'en parallèle' des dynamiques socio-politiques des années 1950 et 1960, voir REED (ed.). *Race, Politics, and Culture* (1986). Pour les origines du dualisme Nord / Sud de l'Italie, voir CAPECELATRO – CARLO. *Contro la "questione meridionale"* (1972). Pour un encadrement historico-politico-économico-sociologique, voir GINSBORG. *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi* (2014).



gonflée ou, pire, sous-dimensionnée par rapport aux exigences réelles. Comment concilier, en somme, le besoin de rupture qui était aussi bien institutionnelle vis-à-vis de l'époque fasciste (et qui proposait, par exemple, une conception « légère » de l'État et du droit, sauf la répression fasciste de l'opposition), avec une vision pionnière de l'économie de bien-être (qui impliquait au contraire une construction théorique et politique dans laquelle l'État restait central et devenait un sujet actif de l'économie) ?

2 Des “filles de la Résistance” aux “femmes au foyer de la guerre froide” et aux “mères pour la paix”

C'est dans ces années, dans un pays dévasté par les vingt ans du régime fasciste, du dualisme de la monarchie constitutionnelle et de l'État du duc, et par la guerre et l'occupation nazie, et en quête de reconstruction, que la femme italienne fait son entrée massive dans le monde du travail, peu après son entrée dans le monde de la politique.⁹

Il s'agit d'un processus, bien connu et analysé, qui a été commun aux divers contextes européens de l'après-guerre, mais qui présente dans le cas italien des aspects particuliers qui nous rappellent la parabole du *black people* aux Etats-Unis¹⁰, car cette phase, de 1945 à 1960, fut caractérisée par :

- 1) l'émigration massive du Sud au Nord du pays ;
- 2) l'urbanisation et l'abandon du monde agricole, notamment dans les régions de l'Italie du Sud (mais également au Nord-Est, qui put profiter de ce processus pour un rapide développement industriel) ;

⁹ Consulter POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013).

¹⁰ Pour une lecture 'en parallèle' des dynamiques socio-politiques des années 1950 et 1960, voir toujours REED (ed.). *Race, Politics, and Culture* (1986).



- 3) l'entrée des femmes dans la production industrielle (en répondant donc aux exigences de la reprise économique du secteur manufacturier et de la modernisation en général) ;
- 4) la création d'occupation dans le secteur public (probablement la dynamique la plus complexe quant aux objectifs envisagés, allant du soutien à la demande aux nécessités du clientélisme politique, à la reconstruction des infrastructures, à la gestion locale) ;
- 5) l'étendue du pouvoir de consommation (la demande sociale) des familles.

Ces phénomènes, différemment déterminés et imbriqués, ont produit des effets de transformation structurelle du monde du travail, notamment :

- 1) la création d'un secteur public vaste et diffusé (et, du moins dans les secteurs de la santé et de l'éducation, efficace et démocratique) sur l'entier territoire national ;
- 2) la transformation radicale des méthodes de production et de travail des usines à cause de l'entrée massive des femmes dans le travail industriel ;
- 3) le changement de modèle de la vie des familles italiennes des travailleurs et le changement de la structure elle-même de la famille italienne.

Le succès de telles transformations a été également assuré par le dualisme historique de la société italienne sur la ligne Sud – Nord du pays.¹¹ À savoir, la production et le développement industriel et productif se concentre au Nord, tandis que le marché et la distribution et l'absorption au Sud (il suffit de considérer que les régions italiennes contribuant le plus au PIB national sont la Lombardie, au Nord-Ouest de l'Italie, et la Sicile,

¹¹ La situation se présentait plus équilibrée sur la ligne Est – Ouest du Pays, avec les quatre grands pôles industriels, de la taille européenne, de Genova et Naples (Ouest) et de Venise et Bari (Est), sans compter la Sicile.



plongée dans la Méditerranée) ; cette formule dualiste demeure avec succès pendant tous les années 50 et les premières années 60.

Néanmoins, et comme le note déjà Marx à plusieurs reprises, en réfléchissant au sujet des phases de la révolution industrielle à l'époque précédente et à la sienne, c'est seulement au moment où les femmes se mettent à travailler « en dehors du cercle domestique » que commencent véritablement à s'opérer des transformations importantes. Pas 'seulement' par rapport à la production et aux modèles productifs (ainsi que par rapport aux conditions de travail dans les usines) mais également sur le plan des rapports entre les sexes, de la composition des familles, de la structure « psycho-sociale » de la journée entre travail et loisir, etc.

Ce qui a raisonnablement des retombées intéressantes sur la sphère du droit et des droits (qui deviendront donc « fondamentaux » par rapport aux exigences de vie et de travail, de production et de maintien de la santé individuelle et de la famille, de la propreté des lieux de vie et travail, de l'éducation des fils, etc.). Tout cela, donc, se passait au commencement de la révolution industrielle dans les pays européens (ce que Marx registrait et anticipait également quant au futur).

Projetons donc l'envergure de ces processus d'intégration socio-économique presque de deux siècles plus tard (par rapport à la révolution industrielle maturée) ou d'un seul siècle plus tard (par rapport à l'époque dans laquelle Marx opéra). Une révolution « constitutionnelle » aurait portée et répandue la culture des droits sociaux fondamentaux (dérivée directement du développement industriel et de ses conséquences), tout en l'accompagnant avec une diffusion de la civilisation des droits humains (dérivée des guerres d'indépendance et civiles, notamment aux Amériques), sur le fond d'une expansion continentale et transatlantique de la démocratie et des formes républicaines ou des monarchies constitutionnelles et parlementaires.



Dans la mesure où la société italienne accomplit son passage d'une société « fermée » telle que celle de l'après-guerre à une société « ouverte » après vingt ans de république démocratique (1948-1968), elle devient une société moderne et complexe, dans la mesure où elle prend également conscience que les changements radicaux et immédiats ne peuvent plus être interprétés par des modèles culturels et de gouvernement qui étaient typiques de la décennie précédente. Désormais les luttes dans le Sud de l'Italie contre les latifonds, les occupations des terres et les formes de combat contre les résidus d'analphabétisme et de désoccupation, toutes tensions qui avaient une valeur politique immédiate pendant les années 50, laissent de plus en plus d'espace à des phénomènes sociaux qui se superposent, dont les processus évolutifs sont interdépendants. Et par rapport auxquels les mécanismes de masse et spontanés priment sur les mécanismes institutionnels de contrôle et de gestion des processus.

De ce point de vue, l'importance de la performance « féminine » de ces processus pourrait être décrite en employant un passage en six étapes de développement et de consolidation globale, si l'on suit la périodisation proposée par l'historienne Wendy Pojmann.¹²

1) Tout d'abord, il y aurait les *daughters of the Resistance* (1943-1946).¹³ La saison se caractérise par une rapide entrée en fonction dans les appareils politiques, institutionnels et para-institutionnels (les syndicats pour tous) des dirigeantes femmes qui se sont distinguées au cours de la guerre de Libération nationale.

2) Une deuxième saison verra l'affirmation en parallèle d'un rôle plutôt subalterne des femmes pas encore intégrées aux institutions et aux structures politico-syndicales : la chercheuse les appelle des *cold-war housewives* (1947-1949), avec un point de demande.¹⁴

¹² POJMAN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013).

¹³ POJMAN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 17-44.

¹⁴ POJMAN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 45-74.



3) La guerre-froide se réchauffe, et voilà les femmes qui s'engagent à tout niveau pour l'application d'une Constitution pacifiste. Elles sont désormais *filles* des générations partisans, mais surtout *mères*, ouvrières et militantes : c'est la saison 'glorieuse' marquée par le *mothers for peace* (1950-1955)¹⁵, berceau de luttes et revendications qui seraient déjà globales (ou, du moins, susceptibles de se globaliser rapidement).

4) La consolidation des luttes et des revendications (à ce moment-là encore mêlées : de genre, politiques, syndicales, égalitaristes, au nom des droits humains de la Déclaration de San Francisco aussi que des droits fondamentaux sanctionnés par la Constitution italienne, etc.) fait surgir un sujet autonome demandant un statut inter-idéologique et une reconnaissance juridique de nouveaux droits. C'est la saison du *push for autonomy and women's rights* (1956-1959)¹⁶, berceau des luttes pour le droits civils, pour les libertés, pour l'émancipation (des femmes tout comme des minorités).¹⁷

5) Mais la grande envergure des *revendications* « émancipationnistes » (et, en raison de la reconnaissance de droits en faveur des femmes, la réduction des *luttes*) signe l'ouverture d'une saison de négociations et surtout une nouvelle intégration des sujets (femmes et minorités, pour l'instant toujours confondues) marquant le début des années 1960.¹⁸

6) Et voilà donc l'entrée sur scène de la nouvelle génération des *filles* de telles mères, qui se confrontent souvent justement avec leurs mères.¹⁹ Elles sont désormais porteuses de nouvelles revendications et d'une demande renouvelée de justice sociale et de

¹⁵ POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 75-102.

¹⁶ POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 103-130.

¹⁷ Lire en parallèle l'étude de GIDDINGS. *When and Where I Enter... The Impact of Black Woman on Race and Sex in America* (1984), ainsi que l'extraordinaire récoognition menée par EVANS. *Personal Politics. The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left* (1980). Sur les mêmes années, consulter les plusieurs études et témoignages de bell hooks.

¹⁸ POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 131-156: "Opening to the Center".

¹⁹ POJMANN. *Italian Women and International Cold War Politics* (2013), pp. 157-180: "Confronting the youth generation, 1964-1968". Voir aussi mon MAGLIACANE. *Le temps des cerises* (2016).



reconnaissance politique (en tant que sujets juvéniles, par exemple, aussi que de personnes libres de choisir de la vie sexuelle et des styles de conduite), juridique (en tant que sujets susceptibles d'être protégés par les institutions *via* la déclaration de nouveaux droits et une législation progressiste) et constitutionnelle (*via* le déblocage de la Charte et l'application de ses principes antifascistes et socialistes).

3

De la saison de « l'auto-conscience collective » à celle de « la conjuncture sociale »

Surtout, comme nous le lisons dans le premier rapport du Censis – le Centre d'études sur l'Investissement Social créé en 1967 en tant qu'instrument d'« auto-conscience collective », lisons-nous dans ce même premier rapport constitutif – la société italienne, traditionnellement liée à des comportements individuels, s'ouvre aux grandes tensions collectives et d'engagement de type associatif (constituant ce facteur « vitalité » – inconnu à peine dix ans auparavant – des groupes intermédiaires). Mais elle continue à être très fragmentée et lointaine d'un développement harmonieux, d'un point d'équilibre entre transformations économiques et interventions sociales, entre dynamique économique et dynamique sociale : en 1967, le développement industriel, les consommations, la scolarité, l'insertion dans le Marché commun européen, ainsi que la culture de masse, font de l'Italie un pays industriel moderne, autant que les inefficacités internes des secteurs publics et la bureaucratisation un pays préindustriel.

1967 e 1968 sont les années de la première phase de « conjuncture sociale » que connaît l'Italie ; une phase où les problèmes et les tensions se développent à partir des caractéristiques mêmes, parfois ambiguës, du processus de développement économique. Le risque, comme il a été mis en lumière par le rapport Censis pour l'année 1969, est qu'une fois le malaise devenu endémique, les tensions commencent à perdre leur force de stimulus pour des transformations sociales profondes, en même temps que, des phénomènes qui



pourraient être considérés comme de type conjoncturel, dans le vide d'une action capable de les analyser dans leurs termes réels, produisent des effets beaucoup plus pénétrants. La « demande sociale » (une expression utilisée pour indiquer une pluralité d'instances encore peu claires) augmente avec des rythmes exponentiels en termes de complexité sans qu'à celle-ci correspondent l'enrichissement des « contenus » des offres, et surtout des offres politiques, et publiques, réduites à des sous-systèmes autonomes. C'est ainsi que dans la phase considérée l'intervention publique semble totalement déconnectée, et s'autoalimenter, par rapport à la réalité de la demande sociale :

On peut dire qu'il n'y a eu aucune période dans l'histoire italienne au cours de laquelle à l'expansion la plus intense de l'intervention sociale correspond le mécontentement le plus intense face à cette même intervention.²⁰

Dans cette période de conjoncture sociale en tant que réalité sociale en transformation où les nécessités collectives sont vite remplacées par une chaîne de besoins, espoirs, projets, désirs, et projections, tantôt individuelle tantôt collective, tantôt spécifique tantôt synthétique, c'est le modèle de *Welfare State* à paraître d'emblée *anhistorique*.

4

Les crises des années '60 et '70 et l'émergence de l'ouvrier-masse

Les processus qui sont en cours en Italie – le développement économique et industriel de l'après-guerre, les migrations du sud vers les métropoles du nord, l'abandon du monde agricole –, conjointement aux crises des dernières années '60 – la crise des consommations – et aux crises mondiales des années '70 avec la conséquente instabilité géopolitique, ont

²⁰ « Si può dire che non c'è stato periodo nella storia italiana in cui si sia avuta una più intensa espansione dell'intervento sociale e – contemporaneamente – un più intenso affermarsi di malcontento nei confronti di questo intervento. » DE RITA, *Dappertutto e rasoterra* (2018), p. 59. Notre traduction.



produit la libération d'énormes masses de travailleurs, socialement sans racine et politiquement sans traditions. C'est ainsi qu'il est forgé le nouveau sujet producteur du néocapitalisme : l'*ouvrier-masse*, techniquement déqualifié et subjectivement remplaçable dans l'organisation industrielle, après l'introduction à grandes échelles des méthodes tayloristes et fordistes.

L'ouvrier-masse représente en premier lieu la déqualification et la soumission à l'organisation capitaliste du travail des années 1960-1970. Il est aussi le résultat d'un écart témoigné en Italie par les luttes d'usines culminant dans le début des grèves du 1966 et les *automnes chauds* de 1968-1969. Celui entre la ligne syndicale officielle identifiant le *professionnalisme* ouvrier avec les qualifications dictées par l'organisation capitaliste du travail, c'est-à-dire avec la hiérarchisation qui divisait la classe ouvrière, et la *composition de classe*, en tant que synthèse de la « composition technique » (ses caractéristiques *techniques* que la force de travail présente à un moment historique donné, c'est-à-dire sa position au sein de l'organisation de l'usine) avec la « composition de valeur » (les caractéristiques *politiques*, c'est-à-dire la conscience, la capacité de s'organiser, qui en détermine le potentiel conflictuel).²¹

La production de masse croissante, et la hausse de la productivité, réclame maintenant une main-d'œuvre flexible, mobile, déqualifiée : toutes caractéristiques qui connotent historiquement la force travaille féminine.

Dans la division nationale du travail, la force travaille féminine est absorbée notamment par le *secteur public* (ré-modernisé pendant les années '60 grâce à l'augmentation vertigineuse du débit public, de la fin de la reconstruction), où les caractéristiques de rigidité de la main-d'œuvre féminine dérivant d'une législation protectrice et des obligations familiales, et

²¹ Pour utiliser encore une des catégories élaborées par les théoriciens marxistes de *Quaderni Rossi* et puis de *Classe operaia*. Pour les années 60 et 70, voir PANZIERI, *Plusvalore e pianificazione* (1964), TRONTI, *Operai e capitale* (1969), ALQUATI, *Composizione organica del capitale* (1962), NEGRI, *Crisi dello Stato piano* (1972).



déterminant un coût trop élevé pour être soutenu par les processus de restructuration en cours (tandis que le *part time* grave sur le plan fiscal), sont transformées en éléments de flexibilité par rapport au processus productif ; ainsi que, dans le secteur manufacturier, elle envahit tous ces particuliers segments de l'industrie où, n'étant pas demandé une haute qualification, il résulte facile, et pas cher, substituer la main-d'œuvre en sortie et soutenir un *turn over* élevé.

Au début des années '70 on assiste donc à deux phénomènes parallèles et superposables : d'un côté la restriction de la base productive rigide et, de l'autre, l'affirmation du dualisme entre force travail forte (masculine adulte) et force travail marginale (féminine) – même pour la forte résistance manifestée par les traditions culturelles de la classe ouvrière masculine face à la concurrence féminine.

En effet, restructuration et réorganisation d'entreprises, décentrement administratif, changements dans les modèles de gestion, etc., si, d'un côté, sont inconciliables avec la rigidité de la main-d'œuvre féminine (liée à la fonction reproductive), de l'autre, laissent des vastes zones franches pour son exploitation. Comme le dit Cristina Morini, la notion de féminisation du travail n'est pas employée seulement pour définir l'aspect objectif de l'accroissement quantitatif de la part féminine dans la population active partout dans le monde ; elle désigne de plus en plus le caractère qualitatif et quantitatif de ce processus.²² Bref, le discours de la féminisation du travail est à double tranchant, comme le souligne dans son étude sur *la femme unidimensionnelle* Nina Power.

D'une part, il décrit une situation (le travail est, en règle générale, plus précaire, plus tourné vers la communication, conformément aux tâches qu'ont effectuées les femmes pour le passé), et d'autres part, il exprime une forme de ressentiment

²² MORINI. *The Feminization of Labour in Cognitive Capitalism* (2007).



(« Les femmes ont volé le travail des hommes ! C'est leur faute – d'une certaine façon – si nous n'avons plus d'industrie digne de ce nom ! »).²³

La force travaille féminine assume une connotation de flexibilité pérenne qui sera raison à la fois de chômage et sous-occupation pour les femmes, et qui les placera dans une condition de marginalité, prête à devenir structurale pour la latente crise financière du public qui a déjà produit des effets visibles (parmi tous : la différenciation régionale de la performance des services publics), mais qui éclatera irréversiblement dans quelques années.

5 Les grandes restructurations des années 1980 et les crises des années 1990, la chute du Mur et l'Europe de Maastricht

La dimension du déficit public italien, en tant que réponse de l'Etat keynésien aux crises endémiques de surproduction (en raison, aussi, de l'impuissance fiscale et tributaire), permet la réalisation des grandes restructurations industrielles des années 80, qui résultent fondées sur trois axes :

- 1) la concentration du secteur automobile dans une seule entreprise-Etat (Fiat), au but de contraster la concurrence étrangère ;
- 2) l'acquisition par l'Etat de grandes et solides entreprises privées (oil, lait, agriculture, mais aussi ciment et acier), et d'importantes acquisitions financières (telles les plus grandes trois banques commerciales italiennes : BCI, CI et BNL) ;
- 3) la nationalisation du pôle chimique et de l'énergie.

²³ POWER. *La femme unidimensionnelle* (2010), pp. 36-37. Encore, lisons-nous que « l'aptitude à la 'flexibilité', désormais inculquée dès son premier biberon à tout bon futur travailleur, constitue un aveu implicite du fait que les femmes n'ont aucun rôle naturel à occuper et que, du moins au début de leur vie professionnelle, aucun type de travail ne leur est inaccessible » (*Ibidem*).



Pour favoriser les intérêts des acteurs économiques privés et les exigences de garantie et de contrôle public de l'Etat, on a même repris un modèle industriel destiné à devenir un paradigme pour d'autres pays européens, pour des géants asiatiques et pour l'Amérique latine : celui des participations étatiques (gestion publique des entreprises qui venaient relevées par des agences publiques – IRI : Rai, Alitalia, Mediobanca, ENI : Agip, EFIM).

Ce qui caractérise les années 1980, c'est donc cette dernière action de restructuration industrielle entreprise par l'Etat. Ce qui aller augmenter également le débit public, provoquant aussi des dévaluations pour attirer les capitaux étrangers (afin de financer la restructuration). Le système fonctionne donc à l'époque comme une grande casse de résonance, qui éclatera avec l'Europe de Maastricht et la fixation d'un seuil très bas (3%) du débit public.

Ce système de débit public, assuré par le grand partie-Etat de la DC, conjointement à une campagne constante de revendication et négociation des majores confédérations des travailleurs (à cause aussi de l'inflation constante provoquée par la dévalorisation de la monnaie nationale), avait permis quand même des conquêtes très importantes de civilisation, comme le Statut du travailleur (1970), l'institution du service sanitaire public (1978) et la création du médecin de famille (1977), la loi sur le bâtiment populaire (1978), le mécanisme de l'échelle mobile (1974), les allocations pour les chômeurs (1981) et pour les femmes travailleuses (1982, 1984), les reformes de l'instruction primaire et secondaire (1974), et, parallèlement, la réforme du droit de famille (1970 et 1975) qui reconnaissait la « nouvelle » condition sociale et culturelle de la femme.²⁴

Avec l'Acte unique de 1986, le Traité de Maastricht et le Pacte de stabilité de 1992, qui interdisent l'autonomie des manœuvres financières avec fonction anticyclique, on assiste à

²⁴ En effet, une caractéristique qui différencie les transformations de la famille italienne est donnée par la soi-disant « famille à deux actifs » qui ne s'est pas affirmée de façon graduelle mais très rapidement (à différence, par exemple, de la France, où la femme travaillait de façon discontinue pendant tous les années '50 et les premières années '60).



l'impossibilité de ce système, lasse et instable, de marcher pour les différents intérêts publics et privés, à savoir l'évanouissement de ce puissant amortisseur social de soutien aux consumes et de financements des politiques sociales qui est la dépense de l'Etat, selon l'enseignement jadis de Rosa Luxemburg et de John Maynard Keynes.

Le développement du secteur des services « publics privés », pendant toutes les années 90, trouve alors son origine dans les mêmes contradictions du système capitaliste et dans la crise profonde du capitalisme monopolistique d'Etat (notamment, comme l'on a déjà vu, la crise fiscale, la concurrence entre les couches basses de la population, l'impuissance de la monnaie face à contradictions structurelles, le grand endettement public vers les grands monopoles privés, etc.). C'est ainsi que le grand économiste Federico Caffè, pouvait écrire que

Sulla crisi del *Welfare* in generale starei molto attento. Confondere un tramonto con una non ancora raggiunta pienezza di un nuovo giorno è la colpa maggiore della letteratura che identifica la crisi di *Welfare State* con fenomeni di carattere fiscale o con il dissolversi di blocchi tra forze sociali egemoni.²⁵

S'il anticipait la vision de l'économie du *bien-être* qui aujourd'hui est celle, par exemple, d'Amartya K. Sen, Caffè était plus radical encore, car la question du *bien-être* (qui est la question centrale de la dynamique progressiste et émancipatoire, individuelle et collective, de la société civile) n'est pas à moitié entre l'Etat et le marché ; mais elle est tant étatique et *constitutionnelle*, qu'économique et *constitutionnelle*. Car il s'agit d'une dynamique étatique dans le sens le plus large du terme, où les institutions de l'Etat sont également des institutions de l'économie.

²⁵ CAFFÈ, *Casa, pensioni e Welfare...*, in *Rinascita*, XXXIX, n. 4 (1982), maintenant républié in CAFFÈ, *La solitudine del riformista* (1990, 2016), p. 100.



Riproporre il *Welfare* quale traguardo ancora da realizzare è invece il tema di indagine meritevole... Una svolta del tutto deformante si verificava con il collegamento del benessere ai problemi della scelta pubblica e, in senso più ampio, della democrazia politica.

Il modello di sviluppo seguito nel passato ha certo comportato enormi costi sociali (l'ubicazione delle raffinerie nel Sud ne ha fatto il paradiso dell'inquinamento, il vorticoso sviluppo industriale al Nord ha provocato fenomeni dannosi di sradicamento sociale e di perturbanti città dormitorio). Ma rispetto a tutti questi fenomeni non mi sento di attribuire responsabilità con spirito manicheo... penso invece che queste sono tutte carenze che discendono da una mancata cultura del benessere intesa nel significato attribuito all'espressione dagli antichi economisti, partendo cioè dalle esigenze umane, all'esame illuminante degli accadimenti quotidiani, della ricerca minuziosa che si rivolge alle componenti differenziate di una collettività.

Potremmo caso mai considerare come espressione del modello di sviluppo la criminalità economica (società fiduciarie estere, esportazione clandestina di capitali). Mi chiedo però: si vuole pensare al miglioramento sociale, ad esempio alla costruzione di case? O al fatto che alcuni ne facciano oggetto di speculazione politica? Io penso prevalentemente ai destinatari dei provvedimenti: le effettive conseguenze di questi saranno poi valutati in termini politici dalla maturità dei cittadini.²⁶

²⁶ CAFFE, *op. cit.*, pp.102-103.



Or, le troisième secteur assure en Italie l'efficacité du public, tout en « couvrant » les espaces ouverts par les nouvelles areas de prolétarisation, et en créant des nouveaux pour les travailleurs improductifs (à cause des licenciements dans le secteur manufacturier). Ainsi, une nouvelle réserve de travailleurs, italiens et, de plus en plus, migrants, vient se constituer : celle des précaires.

6 Le post-fordisme : flexibilité, privatisations, précarisation et fin de l'Etat social

D'abord le secteur public.

Ce qui caractérise l'exercice de la fonction publique en Italie est son *entreprenarisation* : management, gestion, administration et responsabilité des services publics sont privés – privatisés. Parfois, la programmation de l'intervention publique, le contrôle de sa performance, et la concrète rétribution du travail est faite par l'Etat (qui, d'ailleurs, quant au contrôle et à la rétribution, pose le risque concret d'une « virtualisation » de l'un et de l'autre, précarisant ultérieurement les travailleurs du tertiaire).

Il faut ajouter qu'en raison du développement asymétrique du territoire, le régionalisme italien, au sein d'une réforme constitutionnelle fédérale (2001) qui n'a pas résolu le problème de la péréquation, détermine aussi une hétérogénéité structurelle et fonctionnelle de la prestation des services.

A différence, par exemple, de l'Espagne où, à côté d'un PIB et d'une distribution administrative des pouvoirs pareilles à celle de l'Italie, le secteur de l'assistance à la personne et les services corrélés sont publics quant à la gestion, à la responsabilité, à la structure (bien que les employés soient considérés comme travailleurs du secteur privé, aussi organisés en forme de coopérative).

Par contre, en Italie, dans tous les secteurs de nouvelle négociation sociale (les invalides, les mineurs, les immigrés, la marginalité sociale et culturelle), les services de soin et d'assistance à la personne ont été toujours garantis directement dans cette forme mixte



« public privé », ainsi que le travailleur prototype de ce secteur naît jeune, flexible, sans garantie de travail futur, exploité, désyndicalisé, et avec un surplus de charge de responsabilité.²⁷

7 L'armée des réserves aujourd'hui : femmes, migrants, immigrés, précaires

Ce nouveau modèle est tout à fait exprimé par les travailleuses à temps partiel et par la figure de la travailleuse réalisant des activités informelles. Ni les unes ni les autres n'ont de carrière, de promotion, de perspective de formation, et de droits et de protection sociale.

En effet, à partir des années 1990, le développement du secteur des services « public privé » a représenté le facteur le plus important qui a conditionné le processus de croissance de l'occupation des femmes.

Ce processus a été favorisé par plusieurs éléments, parmi lesquels :

- 2 l'augmentation de la demande de services ;
- 3 l'évolution de la structure occupationnelle vers des professions où les femmes sont traditionnellement plus présentes, telles que les professions plus orientées aux rapports interpersonnels ;
- 4 les transformations culturelles et sociodémographiques relatives à la structure de la famille et au rôle des femmes au leur sein ;
- 5 la diffusion de formes de travail atypiques, notamment à temps partiel et

²⁷ En France les sociologues ont emphasized une « tendance générale » à l'individualisation et à la précarisation. Voir, BARRERE – MAURISSON. *Travail, famille : le nouveau contrat* (2003), pp. 56. Cela s'accompagne en d'autres pays et systèmes politiques à une 'production' sociologique de la race aussi : FRANKENBERG. *The Social Construction of Whiteness* (1993). Ainsi qu'à une production de l'idéologie religieuse et des sentiments moraux, telle que témoignée par les 'évolutions' de la jurisprudence de la Cour suprême nord-américaine : voir à ce propos RICHARDS. *Women, Gays, and the Constitution. The Grounds for Feminism and Gay Rights in Culture and Law* (1998), pp. 199 ss., *Second Wave Feminism*.



occasionnel (comme le tristement célèbre *job on call*) ;

- 6 la réduction de l'occupation masculine dans les secteurs et les professions moins dynamiques de l'économie.

Plus spécifiquement, les effets de ces nouvelles typologies contractuelles sont généralement négatives pour le développement des professions demandant une qualification plus haute (direction, coordination, responsabilité), des professions plus spécialisées ou intermédiaires (administratives, commerciales, financières), ou liées aux services d'instruction, de santé et pour la famille.

Selon les rapports Istat de la première décennie de 2000, au niveau des professions réclamant une plus haute qualification l'occupation masculine est augmentée en mesure majeure que celle féminine. En réalité, l'écart de genre dans la structure de l'occupation est concentré dans les secteurs et dans les groupes professionnels qui ont subis une réduction totale de l'occupation, due à l'abandon de l'occupation masculine, comme les services sociaux et les services personnels.

On parle de non-qualification des femmes, ou qualification zéro, qui sont exactement le versant professionnel des activités jusqu'alors exercées gratuitement dans le cadre de la famille (pour tous, le cas de la « *badante* », nouvelle dame de compagnie pour chaque nécessité).²⁸

La femme qui travaille est ainsi doublement exploitée par le capital, tantôt dans l'espace productif, tantôt dans l'espace reproductif de la domination masculine.²⁹

²⁸ « Une bonne professionnelle n'a pas besoin de compétences spécifiques, il lui faut *simplement* être professionnelle, autrement dit, parfaite pour un emploi ayant trait à la communication au sens pur du terme ». POWER. *La femme unidimensionnelle* (2010), p. 33. Comme l'écrit Paolo Virno : « entendue correctement, la 'professionnalité' ne correspond à aucune profession précise. Elle consiste au contraire en un certain nombre de traits de caractère ». VIRNO. *Post-fordisme semblance* (2007), p. 44.

²⁹ Évidemment, BOURDIEU. *La domination masculine*, 2002. Mais aussi, parmi d'autres, CHEVILLARD – LECONTE. *Travail des femmes, pouvoir des hommes : aux origines de l'oppression des femmes* (1987).



La catégorie de la *double présence* assignée au travail féminin dans le post-fordisme, caractérisée par des phases de présence-absence dans le marché du travail, exprime-t-elle aussi le repère qualitatif d'un donné structurel et donc central pour le fonctionnement d'un système dénommé avec involontaire ironie « la société des services ».

Comme on lit dans le rapport Istat,

Puisque les femmes sont présentes sur le marché du travail sous des conditions particulières, le marché les contraint à se concentrer dans des occupations du tertiaire, dans lesquelles le coût de la force travail féminine ne résulte pas excessive.

Les effets sont la *féminisation* de ces professions et la ségrégation horizontale tant formative qu'occupationnelle : les femmes se dirigent dans ces occupations à large majorité féminine qui en tant que telles sont défavorisées tant sous le profil rémunérateur que d'avancement professionnel.³⁰

Il est évident que le seul indicateur de la participation des femmes au marché du travail ne nous dit rien sur le degré de leur émancipation. La vaste littérature produite par des économistes féministes et des sociologues du travail, qui ont étudié l'emploi des femmes dans l'économie mondialisée depuis les années 90, affirment que les travaux rémunérés des femmes ont incontestablement augmenté dans cette décennie. La libération du commerce, l'intensification de la concurrence internationale, le développement des nouvelles technologies de l'information ont incontestablement suscité la croissance de l'emploi salarié et du travail rémunéré des femmes dans tout le monde. Mais parallèlement à

³⁰ Rapport annual ISTAT (2000), p. 173. Notre traduction.



l'augmentation de l'emploi et du travail rémunéré, comme elles ont encore une fois remarqué, augmentent la vulnérabilité, la précarité et l'instabilité de ces emplois.³¹

Comme a été souligné dans le Forum du Collectif National pour le Droit des Femmes, cette précarisation a pour conséquence de rendre possible l'émergence d'un modèle féminin de travail flexible qui d'une certaine manière peut préfigurer l'avenir du salariat masculin et féminin.³²

8 Quelques mots sur le mode de production féminin

Il y a un lien désormais intime entre les femmes et le travail à tel point que les transformations de l'organisation du travail et la montée de la précarité signifient que le travail s'est lui-même féminisé, ce qui revient à dire que la fragmentation des services fournis et la complexité de la dépendance / absorption qu'elles ont connue à différentes époques sur le marché du travail, a fini par devenir un paradigme général, indépendant du genre.³³

On comprend ainsi une autre catégorie explicative à l'échelle globale du travail féminin à partir des années 1970, utilisée pour indiquer le déplacement des modalités et des logiques

³¹ Voir BENERIA – FLORO – McDONALD. *Gender inequalities, macroeconomics and global trade and finance* (2000) ; ELSON – GROWN – CAGATAY, *Gender inequalities, macroeconomics and global trade finance, World Development* (2000) ; aussi les contributions au numéro spécial « Les rapports sociaux de sexe », *Actuel Marx*, 2001/2, n. 30.

³² Actes du Forum Collectif National pour les Droits des Femmes, *De nouveaux défis pour le féminisme* (2003).

³³ « En ce sens on peut affirmer que la femme est aujourd'hui la figure de la précarité sociale ». MORINI. *The Feminization of Labour in Cognitive Capital* (2007). Toutefois, cette position est critiquée par d'autres sociologues et juristes féministes en analystes du « mode de production féminin ». Notamment, Delphy, Hennequin et De Lesseps ont rattaché l'interdiction de l'avortement à l'appropriation violente de la force de travail des femmes : somme toute « le mode de production domestique est à la fois plus vaste de l'exploitation économique patriarcale, puisqu'il couvre la distribution de toutes les personnes dans les 'classes' classiques, et plus étroit, puisque l'exploitation économique des femmes dans la famille s'appuie sur leur exploitation dans le marché capitaliste du travail ». Ainsi DELPHY. *L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat* (1998, 2013), p. 27. Pour une vision essentiellement constitutionnaliste des droits des femmes et des problématiques spécifiques du travail féminin, sur le fond d'une analyse historique remarquable, voir HART. *Bound by our Constitution. Women, Workers, and the Minimum Wage* (1994).



de soin, expression de l'expérience typiquement féminine, en particulier de la relation mère-fils, dans le travail professionnel : le *mode de production féminine*.³⁴

Ce qu'on a traditionnellement appelé « travail féminin », en particulier le travail domestique et reproductif, qui occupait une position *dominée* sous le régime hégémonique du travail industriel, devient maintenant « travail biopolitique ».

C'est-à-dire un travail qui requiert de toute évidence l'exécution de tâches matérielles répétitives, engageant corps et cerveaux, qui crée des biens matériels, mais qui implique aussi la production d'affects, des relations psychosociales et de formes de communication et, en dernière instance, la vie sociale elle-même.³⁵

Il y a un lien visible entre le « travail biopolitique » d'une part, et la figure de l'« ouvrier social » et de l'« ouvrier générique » de l'autre. Toutes les deux sont liées à l'ancêtre « ouvrier-masse », fils à « l'homme aliéné et générique » des *Manuscrits* marxien de 1844. Toutes ces formes de travail à bas valeur adjointe produisant aussi plus-value nécessaire à l'absorption du surplus qui tend à augmenter (que l'on pense aux activités de promotion de ventes, d'assurances, immobilières, financières, ainsi que, d'ailleurs, comme on a déjà vu, les dépenses publiques, et le militarisme et l'impérialisme, ce qui nous montre l'irrationalité de ce système capitaliste)³⁶.

³⁴ Le lien entre le « mode de production » (concept typiquement marxiste) et l'aliénation (concept désormais postmoderne) est étudié sur le plan analytique d'un point de vue lacanien dans LIPPI – LANDMAN (dirs.). *Marx, Lacan : l'acte révolutionnaire et l'acte analytique* (2014).

³⁵ « Le travail affectif est directement biopolitique dans la mesure où il produit des relations sociales et des formes de vie » chez HARDT – NEGRI. *Multitude* (2004), p. 137. La question est posée par David Harvey ainsi : « Quel effet la circulation du capital variable (l'extraction de force de travail et de plus-value) a-t-elle sur les corps (les personnes et les subjectivités) de ceux qu'elle traverse ? ». HARVEY. *Spaces of Hope* (2000), p. 103. Sur la biopolitique, évidemment FOUCAULT. *Naissance de la biopolitique*. Cours au Collège de France 1978-1979 (2004). « Si les rapport de pouvoir peuvent passer matériellement dans l'épaisseur même des corps, si le pouvoir atteint le corps (...), il y a un réseau de bio-pouvoir ».

³⁶ Evidemment, BARAN – SWEEZY. *Monopoly capital* (1966, 1999) p. 96 (qui reprennent la ligne des analyses pionnières de Rosa Luxemburg concernant l'accumulation du capital !).



On peut donc accepter cette définition de « mode de production féminine » avec de réserves obligatoires quant à l'emploi de formules pareilles, telles que « travail immatériel », « travail abstrait », « production virtuelle », « informelle », etc.³⁷

Ce que nous entendons remarquer ici c'est uniquement la ligne de tendance supposée dans les sciences sociales, en considérant également les contre-tendances, les obstacles, les limites et surtout les contradictions de tels modèles de production dans la dynamique capitaliste. D'après Nancy Fraser, les glissements, dans ces trente dernières années, d'analyses du genre marxiste, centrées sur le travail, à de conceptions basées sur la culture et l'identité correspond à une évolution parallèle de la politique féministe. Comme toujours, les vicissitudes de la théorie suivent celles de la politique. Dans la « société en réseau », le tournant pris par les féministes vers la lutte pour la reconnaissance ne cadrerait que trop bien avec le néo-libéralisme hégémonique désireux avant tout de supprimer la mémoire socialiste. Bien sûr, le féminisme n'a pas été le seul à suivre cette trajectoire : l'histoire récente de la théorie du genre n'est qu'un des aspects d'un glissement de plus grande ampleur dans la grammaire de la lutte et de la revendication politique.³⁸

Comme l'écrivait l'économiste et philosophe Maria Turchetto,

Il me semble que quelqu'un – disons : *le capital* – ait suggéré à la gauche de ne pas regarder l'usine, de regarder ailleurs. Regardez ailleurs, je dois massacrer

³⁷ Il faut aussi souligner que la formule de « mode de production féminin » naît dans un contexte encore bipolaire et associée à la critique de part socialiste : voir par exemple BEAU. *Socialisme et mode de production*. Pour reciviliser les sociétés industrielles (1979). Sous une perspective féministe, voir DELPHY. *L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat* (1998, 2013), où la première partie (recueillant les textes écrits par la sociologue de Sorbonne et Berkeley entre 1970 et 1978) est entièrement consacrée à la présentation du dit « mode de production féminin ». Il est aussi introduit un regard sur le « mode de consommation », lié à ce mode de production, ainsi qu'il serait possible de saisir et d'évaluer « non seulement l'exploitation quantitative, mais aussi l'exploitation qualitative... ce qui crée la différence entre consommation libre et consommation non-libre » (*Ivi* : Introduction 2013).

³⁸ Ainsi FRASER. *Pour une politique féministe à l'âge de la reconnaissance* (2001), p. 154.



les ouvriers. Et la gauche a obéi, la gauche a cru aux légendes de la « fin du travail », du « travail immatériel », de la « société postindustrielle »...³⁹

Conclusions

Au cours des observations qui précèdent, j'ai tenté l'esquisse d'une trajectoire jointant la vision juridique-constitutionnelle au regard de la pensée féminine (et féministe, à l'occurrence et par phases différentes), de l'époque constituante aux transformations post-démocratiques et au domaine de la biopolitique postmoderniste.

Plus en particulier, je me suis penchée sur un possible développement dialectique de la culture juridique incarnée par le constitutionnalisme italien. À savoir : l'oscillation entre les principes et les valeurs de la Constitution (la justice sociale progressive et l'intégration des libertés et des besoins dans l'égalité des opportunités et des droits), d'une part, et les contingences de la modernisation productive liées aux tendances continentales (caractérisées d'abord par ladite guerre froide) et globales (déchainées surtout après l'effondrement de l'ordre bipolaire Est / Ouest, tout en laissant ouvertes les contradictions Nord / Sud de la planète), de l'autre.

En analysant les tendances continentales et globales, nous proposons l'hypothèse de travail qui suit. La parabole des droits des femmes et de la pensée au féminin dans le monde du travail aurait pas 'seulement' conditionné et déterminé les structures productives du post-fordisme (d'une manière suffisamment étudiée par nombre de chercheurs depuis une trentaine d'années) et la vision biopolitique en général (d'une manière que Foucault même l'avait préconisée dans ses cours au Collège de France ou Pierre Bourdieu dans ses écrits à

³⁹ Ce sont les mots déjà reprises à plusieurs reprises de la célèbre conférence prononcée par l'économiste et philosophe Maria Turchetto, le 26 avril 2008 : TURCHETTO. *Intervention sur les opéraïsmes : émergences et trajectoires*. Turchetto avait déjà ouvert le champ du débat dans son TURCHETTO. *Lavoro, scienza, potere*, et plus récemment dans son *Economia e società. Otto lezioni eretiche* (2017). Voir aussi, à ce sujet, le grand philosophe politique italien PRESTIPINO. *La memoria del futuro* (2006), p. 20 et ss.



plusieurs reprises), mais aussi ouverte une nouvelle saison du constitutionnalisme démocratique qui serait décidément marquée tant par une pratique répandue des droits fondamentaux, dans la méthode, que par un humanisme radical, quant aux fins.

Bibliographie

- Actes du Forum Collectif National pour les Droits des Femmes, 9-10 mars 2002, *De nouveaux défis pour le féminisme*, Paris : Le temps des cerises (2003).
- Actuel Marx, *Les rapports sociaux de sexe*, 2001/2, n. 30, Paris : PUF (2001).
- BARAN, Paul A. – SWEEZY, Paul. *Monopoly capital. An essay on the American economic and social order*, New York : Monthly Review Press (1966, 1999).
- BASSO, Lelio. *Il principe senza scettro*. Préface : S. Rodotà. Milan: Feltrinelli (1958, 1998).
- BEAU, Jean-Louis. *Socialisme et mode de production*. Pour reciviliser les sociétés industrielles. Paris : Presses Universitaires de France (1979).
- BENERIA, Lourdes – FLORIO, Maria – MCDONALD, Martha. *Gender inequalities, macroeconomics and global trade and finance*, in *Feminist Economics*, n. 3 (2000).
- BIDET, Jacques. *La crise du travail*. Paris : PUF (1995).
- BOBBIO, Norberto – PIERANDREI, Franco. *Introduzione alla Costituzione*, Roma – Bari : Laterza (1963, 1980).
- BOURDIEU, Pierre. *La domination masculine*, Paris : Seuil (2002).
- CAPECELATRO, Edmondo M. – CARLO, Antonio. *Contro la "questione meridionale"*. Roma : Savonà & Savelli (1972).
- CARLO, Antonio. *Il Leviatano morente*. Naples : Liguori (1986).
- CEREGHINO, Mario J. – FASANELLA, Giovanni. *Tangentopoli nera*. Segrate (Milan) : Sperling & Kupfer (2016).
- CAFFE, Federico. *La solitudine del riformista*, Turin : Bollati Boringhieri (2016).



- CHARLIER Sophie – RYCKMAN Hélène – CORAL Namur (org.). *Rapports de genre et mondialisation des marchés*, Paris : L'Harmattan (1999).
- CHEVILLARD, Nicole – LÉCONTE, Sébastien. *Travail des femmes, pouvoir des hommes : aux origines de l'oppression des femmes*. Paris : La brèche (1987).
- DELPHY, Christine. *L'ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat*, Paris : Syllepses (2013).
- DE RITA, Giuseppe. *Dappertutto e rasoterra. Cinquant'anni di storia della società italiana*, Milano: Mondadori (2018).
- EINAUDI, Luigi. *Selected Economic Essays. Volume 2*. Ed. R. Fauci – R. Marchionatti. Basingstoke (Hampshire) – New York: Palgrave MacMillan (2014).
- ELSON, Diane – GROWN, Caren – ÇAGATAY, Nilüfer (orgs.). *Gender inequalities, macroeconomics and global trade finance, World Development*, n.7 (2000).
- EVANS, Sara. *Personal Politics. The Roots of Women's Liberation in the Civil Rights Movement and the New Left*. New York : Vintage (1980).
- FOUCAULT, Michel. *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France (1978 – 1979)*. Paris : Gallimard/Seuil (2004).
- FRANKENBERG, Ruth. *The Social Construction of Whiteness. White Women, Race Matters*. Minneapolis : University of Minnesota Press (1993).
- FRASER, Nancy. *Pour une politique féministe à l'âge de la reconnaissance : approche bidimensionnelle et justice entre les sexes*, in *Actuel Marx*, dossier : « Les rapports sociaux de sexe », 2 (2001) 30.
- GABRIELLI, Patrizia. *Il 1946, le donne, la Repubblica*. Rome : Donzelli (2009).
- GIDDINGS, Paula. *When and Where I Enter... The Impact of Black Woman on Race and Sex in America*. New York : William Morrow (1984).
- GINSBORG, Paul. *Storia d'Italia dal dopoguerra ad oggi*, Turin : Einaudi (2014).
- HARDT, Michael – NEGRI, Antonio. *Multitude*, Paris : 10/18 – La Découverte (2004) ;



- _____, *Empire*, Paris : La Découverte (1999).
- HART, Vivien. *Bound by our Constitution. Women, Workers, and the Minimum Wage*. Princeton – New York : Princeton University Press (1994).
- HARVEY, David. *Spaces of Hope*, Edinburg : Edinburg University Press (2000).
- ISTAT, *Rapport annuel*, 2007
- LIPPI, Silvia – LANDMAN, Patrick (dir.). *Marx, Lacan : l'acte révolutionnaire et l'acte analytique*. Toulouse : érès (2014).
- MAGLIACANE, Alessia J. *Transition constitutionnelle et Résistance. Une étude comparée*. 7 voll., Paris : Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales – Florence : Classi edizioni (2016) ;
- _____. *Le temps des cerises*. Transitions et constitutions. Vol. V. Florence : Classi (2016).
- MIES, Maria – SHIVA, Vandana. *Eco-féminisme*, Paris : L'Harmattan (1999)
- MORELLI, Maria Teresa A., *Le donne della costituente*. Roma – Bari : Laterza – Fondazione della Camera dei deputati (2007).
- MORINI, Cristina. *The Feminization of Labour in Cognitive Capitalism*, in *Feminist Review*, n. 87, (2007).
- POJMANN, Wendy. *Italian Women and International Cold War Politics, 1944 – 1968*. New York : Fordham University Press (2013).
- POWER, Nina. *La femme unidimensionnelle*, Paris : Les prairies ordinaires (2010).
- PRESTIPINO Giuseppe, *La memoria del futuro*. Milan : Punto rosso (2006).
- REED, Adolph Jr. (ed.), *Race, Politics, and Culture*. Critical Essays on the Radicalism of the 1960s. New York – Westwood (Ct) – London : Greenwood Press (1986).
- RICHARDS, David A. J., *Women, Gays, and the Constitution. The Grounds for Feminism and Gay Rights in Culture and Law*. Chicago – London : University of Chicago Press (1998).
- RIFKIN, Jeremy. *La fin du travail*, Paris : La Découverte (1997).



RUBINO, Francesco. *Per la critica del modello europeo. Le quattro dimensioni della crisi contemporanea*, Trento : Uniservice (2008).

TRONTI, Mario. *La politique au crépuscule*. Paris : L'Eclat (2000).

TURCHETTO, Maria. *Economia e società. Otto lezioni eretiche*. Milan : Mimesis (2017).

_____ *Intervention sur les opéraïsme : émergences et trajectoires*, Séminaires du groupe de recherches matérialistes, 1^{er} année, séance du jour 26 avril 2008.

_____ *Lavoro, scienza, potere*. Milan : Feltrinelli (1981).

VIRNO, Paolo. *Post-Fordisme Semblance*, in *Substance*, vol. 36, n. 1 (2007).

ZANUSO, Lorenza. *Gli studi sulla doppia presenza: dal conflitto alla norma*, in Marcuzzo – Rossi Doria (dir.), *La ricerca delle donne: studi femministi in Italia*, Torino : Rosenberg & Seller (1987).